



EURALIA

#PRIMAIRES CITOYENNES

LIVRET II

LES PROPOSITIONS

LIVRET II - Les propositions

EUROPE	4
ÉCONOMIE	6
SANTÉ & SOCIAL, ENVIRONNEMENT	8

SOMMAIRE

Les « Primaires Citoyennes »

DIDIER SALLÉ
PRÉSIDENT



Les primaires se suivent... et semblent s'installer durablement dans le paysage politique et démocratique français, au point que certains commentaires avertis parlent d'une élection présidentielle française qui se tiendrait dorénavant à quatre tours. C'est assurément un signe de vitalité de notre vie démocratique alors que certains pensaient qu'elle s'essouffait : les citoyens y trouvent là un lieu pour s'exprimer, tel un grand forum politique. Dans le même temps, les partis politiques pourront y voir une preuve de leur déclin, dans la mesure où les primaires viennent contester le rôle traditionnel qui leur était reconnu de sélection des candidats, à l'occasion de l'élection présidentielle.

Comme à l'occasion de la primaire de la droite et du centre, Euralia, société de conseil en affaires publiques, présente à Bruxelles et à Paris, s'est intéressée aux « primaires citoyennes » qui désigneront, les 22 et 29 janvier prochain, un candidat unique de la gauche et des écologistes pour l'élection présidentielle de 2017. Ouvertes, elles sont co-organisées par les acteurs de la Belle Alliance Populaire (dont le Parti socialiste, le Parti Radical de gauche, Génération écologie, l'UDE, le Front démocrate et le Parti Ecologiste) et viseront à départager sept candidats actuellement sur la ligne de départ.

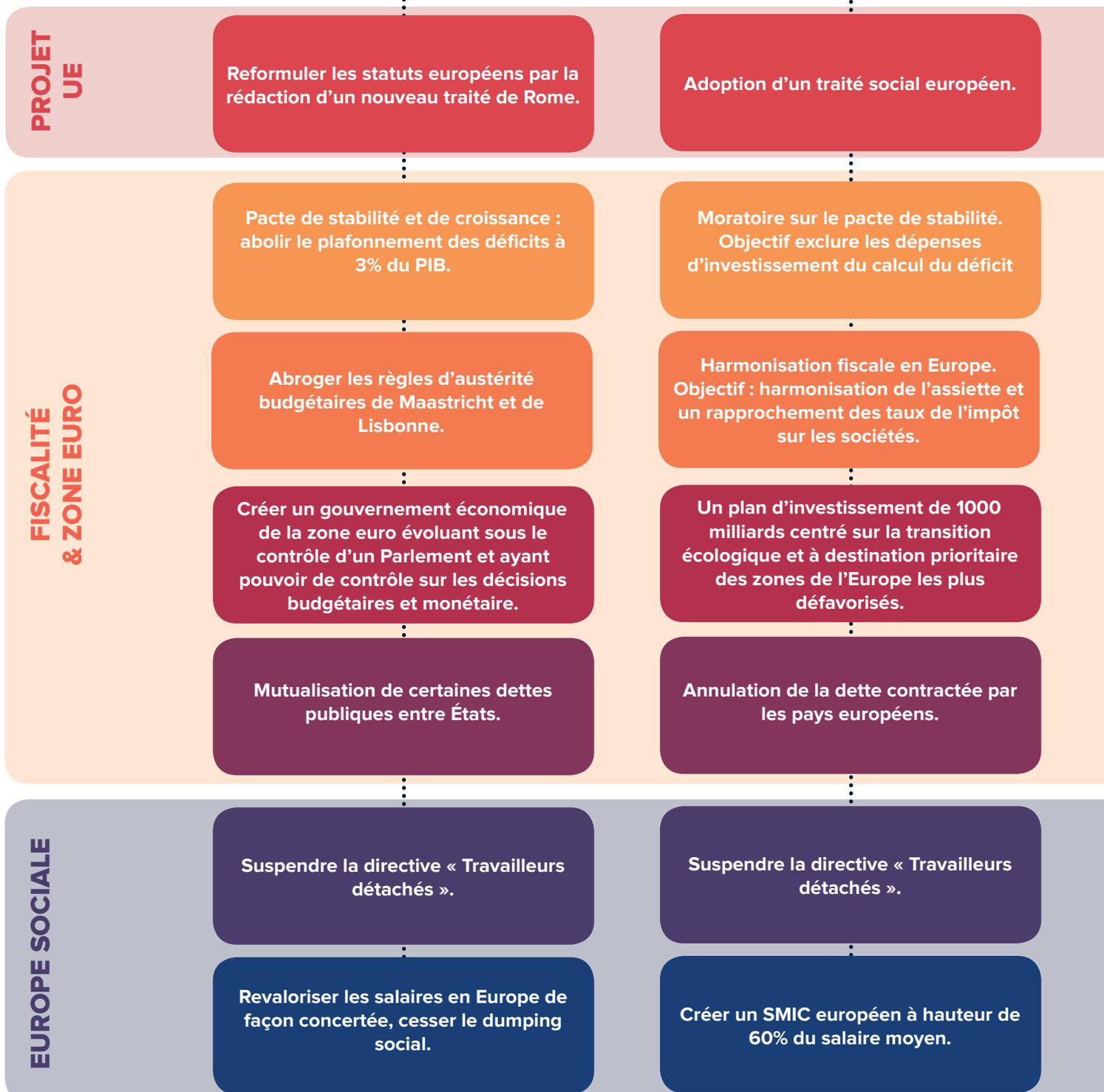
Vous trouverez dans les pages qui suivent le second volet de nos travaux qui s'efforce de faire ressortir les éléments-clés de la confrontation politique ainsi que les points forts des programmes politiques organisés par thème et ce pour les quatre candidats que les sondages mettent en tête.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce nouveau guide d'Euralia.

LES PROPOSITIONS : Europe

Défiance
vis-à-vis de
l'UE

Arnaud
MONTEBOURG



LES PROPOSITIONS : Europe

**Benoît
HAMON**



**Manuel
VALLS**



**Vincent
PEILLON**



**Vers plus
d'intégration**



Pas de Turquie dans l'Union européenne.

Acter une pause dans le processus d'élargissement pour que l'Europe puisse se concentrer sur elle-même et retrouver le sens de son projet.

**PROJET
UE**

Organiser avec l'Allemagne une conférence de refondation du projet européen (modèle social européen, maîtrise des frontières, souveraineté des intérêts UE).

Respecter les engagements européens de désendettement et de baisse des déficits.

Taxer lourdement les importations sur le marché intérieur ne respectant pas les règles sociales et environnementales

Défendre les normes sociales et environnementales dans les négociations commerciales internationales

**FISCALITÉ
& ZONE EURO**

Mettre en place un outil européen de contrôle des investissements stratégiques, destiné à garantir la sécurité économique de l'UE.

Plan d'investissement européen de 1000 milliards d'euros.

Recentrer l'Europe sur ses missions premières en limitant la prolifération des normes et les contrôles.

New Deal européen – proposer la création d'un budget de la zone euro pour soutenir l'activité et l'emploi.

Créer un livret d'épargne européen.

Révision de la directive « Travailleurs détachés ».

Proposer l'idée d'un salaire minimum européen.

Instaurer un salaire minimum et une protection sociale au niveau européen.

EUROPE SOCIALE

LES PROPOSITIONS : Économie

Retour de l'État

+

Benoît HAMON



Arnaud MONTEBOURG



APPRENTISSAGE & FORMATION

Création d'un droit universel à la formation tout au long de la vie.

Fusionner les budgets de formation professionnelle des conseils régionaux et des chambres de commerce en un unique service public local et autonome.

Former les chômeurs à un nouveau métier pendant un an sur les 24 mois d'indemnités.

FISCALITÉ DES ENTREPRISES EN FAVEUR DE L'EMPLOI

Création d'une taxe sur les robots intelligents, visant à financer une protection sociale pour les travailleurs remplacés par une machine.

Créer une « Banque d'encouragement au risque » cautionnant 90% des emprunts et crédits au PME, TPE, start-up, artisans et commerçants.

Réduire le coût du capital en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfices réinvestis.

Rendre obligatoire l'investissement d'entre 10 et 20% des montants d'épargne de l'assurance vie dans les PME françaises pour un minimum de 150 milliards en 5 ans.

Conditionner les crédits d'impôt consentis chaque année par le CICE à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès écologiques et d'une réduction du temps de travail.

Inclure les salariés des PME de moins de 50 salariés dans la participation aux bénéfices des entreprises.

Réinvestir les 10 milliards d'euros du CICE réformé pour rendre la CSG progressive.

LES PROPOSITIONS : Économie

**Vincent
PEILLON**



**Manuel
VALLS**



**Social-
réformisme**

+

Relever l'âge-plafond pour entrer en apprentissage de 25 ans à 30 ans.

Augmenter le temps passé par les apprentis sur le lieu de travail afin d'inciter les employeurs à avoir recours à ce dispositif.

Garantir le droit à une formation qualifiante tout au long de la vie

Donner une dotation initiale aux jeunes qui s'engagent dans la vie active par le biais du CPA.

**APPRENTISSAGE
& FORMATION**

Conditionner le versement du CICE à la conclusion d'accords de branche ou d'entreprise portant sur la formation, la recherche, le développement et la qualité de l'emploi.

Elargir le taux réduit d'IS de 15% dont les PME bénéficient pour leurs premiers 38 000 euros de bénéfices à leurs premiers 100 000 euros de bénéfices.

Inciter les entrepreneurs à transmettre leur entreprise à leurs salariés réunis en SCOP : une exonération de la taxation sur les plus-values pourra être accordée.

Rétablir la hiérarchie des normes dans le droit du travail.

Harmoniser les taux d'impôts sur les sociétés qui varient du simple au triple dans l'Union européenne

Revenir sur la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires.

**FISCALITÉ DES ENTREPRISES EN FAVEUR DE
L'EMPLOI**

LES PROPOSITIONS : Santé & Social - Environnement

Benoît HAMON



Arnaud MONTEBOURG



SANTÉ & SOCIAL

Encourager les maisons de santé pluridisciplinaires.

Lutter contre les déserts médicaux en retirant le conventionnement aux médecins qui s'installent en zone sur-dotée.

Ouvrir des centres d'accueil du Planning familial dans toutes la France.

Création de 5000 postes dans la fonction publique hospitalière.

Lutter contre les déserts médicaux en salariant les médecins et en créant des dispensaires publics en complément des maisons de santé.

Etablir un plafonnement légal des tarifs des actes prothétiques et des soins les plus courants.

ENVIRONNEMENT

Plan d'investissement dans la rénovation énergétique.

Lutter contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens.

Priorité de l'attribution du foncier agricole aux projets bio ou agroécologique.

50% d'énergies renouvelables dès 2025 et sortir du diesel à l'horizon 2025.

Investir 100 milliards d'euros pour la rénovation thermique et le développement des transports propres.

Investir 20 milliards d'euros pour une relance écologique dans les territoires.

Soutenir la fabrication coopérative d'énergie au plus près du domicile.

Créer un fonds d'investissement public pour soutenir la production d'énergie renouvelable.

LES PROPOSITIONS : Santé & Social - Environnement

Vincent PEILLON



Donner à l'hôpital public les moyens de ses missions.

Poursuivre l'installation des maisons de santé et inciter 20 000 médecins remplaçants à exercer dans ces zones par des exonérations de cotisations et d'impôts.

Consolider et étendre le tiers payant.

Orienter les investissements européens vers la transition énergétique et proposer une taxe carbone européenne.

Supprimer progressivement les subventions nuisibles à l'environnement.

Favoriser l'agriculture raisonnée.

Réduire la part du nucléaire à 50% de la production électrique et supprimer progressivement le diesel qui sera interdit à l'horizon de 2025.

Manuel VALLS



Mettre fin aux dépassements d'honoraires en secteur II conventionné en proposant une convergence tarifaire progressive vers un tarif unique.

Renforcer et faciliter l'accès aux soins primaires, accompagner plus encore le virage ambulatoire et limiter au maximum l'hôpital.

Améliorer l'accès aux soins en remboursant à 100% un ensemble de soins de ville.

Organiser une grande conférence environnementale dès l'automne 2017 pour fixer une feuille de route ambitieuse.

Orienter les soutiens publics à l'économie en priorité vers les technologies bas carbone et l'économie circulaire.

Réunir les ministères de l'écologie, de l'industrie et de l'énergie dans un ministère unique afin de coordonner les efforts de la France dans ce domaine.

Continuer à développer les énergies renouvelables et faire de la France un leader européen.

SANTÉ & SOCIAL

ENVIRONNEMENT



EURALIA

Spécialistes des affaires publiques européennes et françaises depuis 1993, nous accompagnons nos clients auprès des acteurs institutionnels et des parties prenantes et les conseillons dans l'élaboration d'une stratégie sur-mesure, fondée sur notre expertise et notre savoir-faire.

Notre équipe est composée de professionnels des affaires publiques qui disposent d'une expérience solide dans un large éventail de domaines d'action. Avant toute initiative, nous évaluons les besoins de nos clients afin que notre action soit la plus pertinente possible. Nous développons par ailleurs une approche intégrée qui permet de renforcer l'efficacité des stratégies mises en place pour nos clients.

Notre expérience prouve qu'une relation de confiance avec nos clients, fondée sur un suivi individualisé, permet d'atteindre des meilleurs résultats.

EURALIA se tient à votre disposition pour devenir votre partenaire et construire avec vous une stratégie en affaires publiques efficace, à Paris ou à Bruxelles.

Nous sommes membre actif de deux organisations représentant la profession, EPACA (European Public Affairs Consultancies Association) à Bruxelles, et AFCL (association française des conseils en Lobbying) à Paris, qui visent à promouvoir le plus haut niveau de conduite professionnelle dans les affaires publiques européenne et française.

Notre approche s'inscrit au-delà du respect de ces codes de conduite dans la mesure où nous prenons très au sérieux les problématiques de transparence et d'éthique, que nous mettons en œuvre quotidiennement. À ce titre, nous sommes inscrits au registre de transparence commun de la Commission européenne et du Parlement européen.



Ont contribué à cet ouvrage :
Thibault BOUSQUET, Alice CAUBRIERE, Louis-Marie DURAND,
Marie LEBEC, Pierre-Jean VERRANDO.

© EURALIA, 18 janvier 2017

